

CiS

centre international
de solidarité ouvrière



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017-2018

REMERCIEMENTS

L'action du CISO a été appuyée par plusieurs organisations membres, collaboratrices et collaborateurs ainsi que par plusieurs militantes et militants. Le conseil d'administration et la coordonnatrice les remercient vivement pour leur engagement et leur soutien constant tout au long de l'année.

Nous remercions également la Direction de la Francophonie et de la Solidarité internationale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec pour sa contribution financière indispensable à la réalisation de notre mission éducative ainsi qu'à la poursuite de nos actions de solidarité au Burkina Faso.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITÉ EXÉCUTIF :

Luc Allaire, CSQ, vice-président
Denise Gagnon, FTQ, secrétaire
Jean Murdock, FNEEQ-CSN, président
Shirley Dorismond, FIQ, trésorière

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS :

Suzanne Prévost, FIQ (jusqu'en novembre 2017)
Vanessa Bevilacqua, FIQ (jusqu'en septembre 2017)
Mathilde Rajotte, FIQ
Jean Lacharité, CSN
Daniel B. Lafrenière, CSQ

Manon Perron, CCMM-CSN
Pierre-Antoine Harvey, SCC-CSQ
Micheline Jourdain, AREQ-CSQ
Marie-Andrée L'Heureux, Unifor Québec-FTQ
Daniel Mallette, Syndicat des Métallos-FTQ
Jean Murdock, FNEEQ-CSN
Vincent Leclair, CRMM-FTQ
Nicole de Sève, membre individuelle



Une année sous le signe des nouvelles orientations du Centre !

Depuis sa création en 1975, le CISO joue un rôle important au Québec au sein du mouvement syndical et il contribue à la vie démocratique de la société civile. Il est la seule organisation inter-

syndicale de solidarité internationale au Canada. Il informe et sensibilise ses membres sur les questions émergentes et sur des enjeux stratégiques relatifs aux droits du travail et aux droits humains. Il est un levier pour l'action intersyndicale internationale.

À plusieurs occasions depuis 1975, les membres du CISO se sont penchés sur sa mission et sur les moyens d'optimiser son action. Encore en 2016, une réflexion stratégique sur ses orientations a permis de construire un plan de travail annuel qui correspond davantage aux besoins de ses membres. Cinq grands objectifs en ressortent : élargir la portée et l'enracinement de l'action du CISO; renforcer les moyens d'action de l'organisation; créer et renforcer les liens entre les travailleuses et les travailleurs d'ici et d'ailleurs par l'éducation à la solidarité internationale; contribuer concrètement à l'amélioration de la situation des travailleuses et des travailleurs et au renforcement de leurs organisations à l'international, et défendre politiquement les droits des travailleuses et travailleurs. Le plan de travail 2017-2018 a donc ciblé des actions précises pour chacun des objectifs identifiés.

Le CISO a poursuivi encore cette année son travail de solidarité internationale par le suivi et l'encadrement de nos projets de coopération internationale notamment celui sur le travail informel au Burkina Faso et par la réalisation du stage intersyndical au Mexique en décembre 2017. Ce dernier nous a donné l'occasion de raffermir nos liens avec notre partenaire mexicain le Frente autentico del trabajo (FAT) et de le soutenir dans quelques-unes de ses initiatives. Le stage de 2019 devait initialement se dérouler au

Burkina Faso, mais les conditions politiques et la sécurité s'étant détériorées au courant des derniers mois. Ce sera Haïti qui accueillera les stagiaires en mars 2019.

Encore cette année les occasions de dénoncer la violation des droits humains ont été légion. Le CISO est intervenu à plusieurs reprises, et notamment pour dénoncer les attaques meurtrières de l'État d'Israël contre le peuple palestinien. Cette conjoncture confirme la pertinence de l'initiative du CISO de tenir une conférence internationale sur la Palestine à l'automne 2018. Le financement de l'événement est déjà en partie assuré ainsi que sa coordination.

Nous devons joindre nos efforts aux organisations qui, comme nous, s'attaquent aux nouvelles formes d'exploitation et d'esclavagisme qui se manifestent dans un contexte mondial marqué par des vagues migratoires liées à la précarisation, aux guerres et aux catastrophes qui se multiplient. Cette situation rend vulnérables des populations entières et a un impact sur l'accroissement des inégalités.

Chaque année le rapport d'OXFAM sur les inégalités nous rappelle à nos devoirs :

«Des ouvrières d'usines de confection, au Vietnam, qui travaillent si loin de chez elles pour gagner un salaire si maigre qu'elles ne peuvent pas voir leurs enfants pendant des mois. Des ouvrières de l'industrie avicole, aux États-Unis, qui sont obligées de porter des couches faute de pouvoir prendre des pauses toilettes. Des employées de l'hôtellerie, au Canada et en République dominicaine, qui taisent le harcèlement sexuel dont elles font l'objet par crainte de perdre leur travail.»¹

C'est pour dénoncer ces situations inacceptables que le CISO multiplie les présentations publiques et invite notamment la population à signer la pétition déposée à la Chambre des Communes du Canada afin d'inciter le Canada à ratifier la convention 189 de l'OIT sur les travailleuses et les travailleurs domestiques.

OXFAM nous rappelle qu'encore en 2017 «quatre jours suffisent au PDG e l'une des cinq

¹ OXFAM, <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2018-01-22/les-1-les-plus-riches-empochent-82-des-richesses-creées-lan>

premières marques mondiales de mode pour gagner ce qu'une ouvrière de la confection bangladaise gagnera au cours de sa vie.

Merci à toutes et tous !

Jean Murdock

Dans le contexte international actuel et surtout avec les valeurs véhiculées par les dirigeant.e.s des plus grandes puissances de ce monde, le CISO doit continuer à faire la promotion du travail décent, incluant les protections sociales nécessaires et des emplois durables qui respectent l'environnement. Nous devons redoubler d'ardeur pour défendre la primauté des droits de la personne sur le commerce international et dénoncer les violations des droits syndicaux, notamment le droit d'association et à la négociation collective.

Cette année, les efforts du CISO auprès des organisations membres pour s'assurer d'un meilleur soutien financier ont porté fruit. Il faudra poursuivre ces initiatives et se rapprocher des instances des organisations qui soutiennent nos actions. La conjoncture mondiale actuelle exige que nous poursuivions notre travail pour convaincre les gouvernements de la nécessité d'augmenter les budgets dédiés à la solidarité internationale, car la réduction des inégalités est une dimension importante pour la paix dans le monde.

En terminant, la réalisation de tout ce travail n'aurait pas été possible sans la mobilisation et la contribution essentielle des travailleurs occasionnels, des bénévoles et des stagiaires du CISO. Cet ambitieux programme a été essentiellement porté par sa coordonnatrice Amélie Nguyen que je tiens à remercier ici chaleureusement de la part de l'ensemble des organisations membres du CISO. Je dois aussi souligner le travail d'appui du comité exécutif et du conseil d'administration qui assurent le suivi des actions et le bon fonctionnement du Centre. Enfin j'aimerais particulièrement saluer le travail bénévole accompli par madame Nicole de Sève qui quitte cette année le Conseil d'administration.

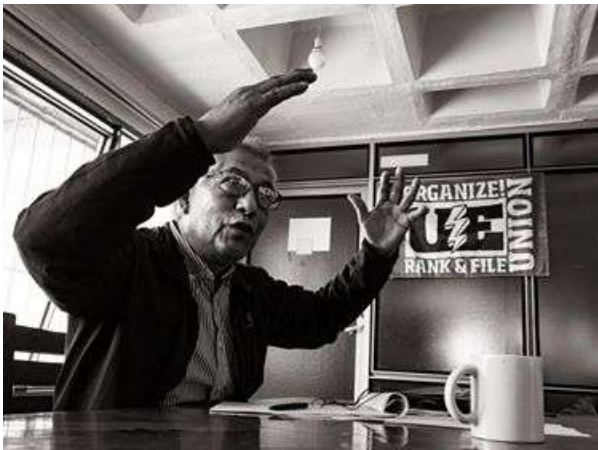
Le CISO est la seule organisation intersyndicale dans les Amériques qui œuvre à la fois en solidarité et en éducation populaire pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs. Nous pouvons être fiers de cela et poursuivre nos efforts communs, au-delà de nos allégeances, à faire la promotion de la solidarité internationale au sein du mouvement syndical.

ÉDUCATION

Depuis sa fondation en 1975, la mission du CISO, soit de « développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et les travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le

respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique », se concrétise à travers son projet éducatif. À cet égard les diverses interactions du CISO avec les centrales syndicales, plusieurs fédérations et syndicats locaux contribuent à renforcer cette solidarité par nos activités d'éducation à la solidarité internationale.

STAGE INTERSYNDICAL AU MEXIQUE



Le Stage CISO de solidarité avec le Mexique² a eu lieu du 3 au 14 décembre 2017 et comptait huit participant.e.s provenant de la FTQ (unité syndicale SEPB), du Syndicat des Métallos, de la CSN (Conseil central Montréal métropolitain et Conseil central CSN Outaouais), de la FIQ (Commission des jeunes), de la CSQ (Fédération de l'enseignement collégial et Comité des jeunes) et de l'AFPC. Le groupe était accompagné par la coordonnatrice du CISO et par Pierre-Yves Serinet (ex-RQIC), qui agissait également comme traducteur interprète.

Le stage s'est déroulé dans la ville de Mexico et dans l'État de Puebla et les stagiaires ont pu échanger avec une gamme variée d'organisations syndicales et de défense des droits (droits humains, droits des autochtones, droits environnementaux, droits des femmes...), de même qu'avec des travailleuses et travailleurs des maquiladoras³, de l'éducation, de la santé, etc. À la fin de leur séjour, les stagiaires ont aussi eu l'occasion de partager leurs constats et leurs préoccupa-

² Crédits photos de la page couverture et pour la section du stage intersyndical au Mexique : Éric Demers.

³ Sous-traitantes ou filiales de firmes étrangères installées au Mexique pour l'assemblage de composantes simples, notamment les vêtements.

tions avec des représentantes de l'Ambassade du Canada au Mexique. Parmi les organisations rencontrées :

- le Frente Auténtico del Trabajo (FAT)
- le Réseau mexicain des communautés affectées par l'activité minière (REMA)
- le Centre d'appui aux travailleurs, qui intervient principalement auprès des ouvrières des maquiladoras



- le Centre d'appui aux travailleuses domestiques et le Syndicat des travailleuses domestiques
- l'Alliance des travailleurs de la santé et des employés du secteur public
- la Coordination nationale des travailleuses et travailleurs de l'éducation (CNTE)
- le Syndicat indépendant des travailleuses et travailleurs de l'Université autonome métropolitaine et la Coalition trinationale pour l'éducation publique
- la Commission de défense des droits humains et du travail de la Vallée de Tehuacan
- le Collectif Obreras Insumisas
- le Comité de défense de la Vallée de l'Apulco (organisation autochtone qui lutte contre la prédation des compagnies extractives dans la Sierra Norte de Puebla)
- des représentantes du Maquila Solidarity Network et du Polaris Project (défense des migrant-e-s)
- le Syndicat des Mines (Los Mineros)

Au retour, les stagiaires ont entrepris des activités de sensibilisation dans leurs milieux ; ces acti-

vités se poursuivent, et ont rejoint près de 175 000 personnes par divers biais (articles dans les médias, assemblées syndicales, etc).

NON À L'ESCLAVAGE MODERNE : LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES ONT DES DROITS!



Pour les trois années à venir, grâce au financement du Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le CISO mettra en œuvre une campagne de lutte contre l'esclavage moderne, dont la première année traite de la défense des droits des travailleuses domestiques.

Cet appui permet au CISO de mettre en œuvre une campagne d'éducation et de mobilisation d'envergure dans les milieux syndicaux, communautaires, de la solidarité internationale et de la défense de droits. La campagne lancée par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et le Comité québécois femmes et développement de l'AQOCI (CQFD) s'inscrit dans la foulée du mouvement mondial croissant pour la défense des droits des travailleuses domestiques. Elle s'échelonne entre le 5 mars et le 16 juin 2018. Le [5 mars, un événement public](#) a été organisé en collaboration avec les groupes de défense des droits des travailleuses domestiques pour lancer la campagne au Québec. Nous avons pu compter sur la présence de Mme Adelle Blackett, université McGill, de Mme Fiel Salazar, de PINAY, et une vidéo créée par le CISO et Production Bonsaï, où on a pu entendre Marcelina Bautista du syndicat des travailleuses domestiques du Mexique.

Une pétition a été lancée en mars sur le site du Parlement du Canada demandant : 1) La ratification de la Convention 189 de l'OIT sur les travailleurs et travailleuses domestiques par le Canada;

2) la mise en conformité des législations provinciales et territoriales par rapport à la Recommandation 201, qui précise les modalités concrètes de mise en œuvre de la Convention.



Afin de construire un appui populaire à ces revendications, plusieurs démarches de mobilisation des groupes et outils (éducation, plaidoyer, mobilisation) ont été lancées et ce sont près de 45 groupes qui appuient la campagne au Québec et au Canada. Un comité de coordination a été créé afin d'assurer la concertation autour des actions planifiées. Un webinaire a été co-organisé le 12 juin avec l'AQOCI et le Réseau des conseils provinciaux pour mobiliser les groupes d'autres provinces.



Dans le but de sensibiliser la population sur la situation de ces travailleuses isolées, souvent victimes de discrimination, de violence et de harcèlement et qui ont de la difficulté à se syndiquer, cinq brèves fiches ont été créées qui présentent :

- la Convention 189 de l'OIT; ainsi que
- la situation des travailleuses domestiques au Mexique;
- au Moyen Orient;
- au Canada et au Québec et
- en Haïti.

Une prise de parole sera faite à la Chambre des communes en juin 2018 à l'occasion de la Journée internationale des travailleuses domestiques. La campagne culminera à la mi-septembre

2018, avec un événement public et multipartite de dépôt des pétitions à la Chambre des Communes à Ottawa.

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (JQSI)



Le CISO est membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et contribue chaque année à l'organisation des journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI). Tout au cours de l'année, nous participons activement aux comités de coordination nationaux et montréalais.

Pour l'année 2017, sous le thème « À humanité variable », les JQSI ont questionné le rôle de la culture dans la perception de la solidarité internationale.

Dans cette optique, le CISO a co-organisé un événement avec le Comité pour les droits humains en Amérique latine, le Projet accompagnement Québec-Guatemala et Développement et Paix sur l'appropriation culturelle et les droits culturels où environ 80 personnes étaient présentes. Nous avons eu la chance d'y entendre :

- Maria Guadalupe Hernandez, de l'organisation guatémaltèque Mama Maquin sur la propriété intellectuelle des tisserandes mayas;
- Pierre Bosset de l'Université du Québec à Montréal a présenté une explication juridique des droits culturels ainsi que les conditions de leur réalisation.
- Patricia Amat y Leon, auteure péruvienne et co-fondatrice de l'association Filomena Tomaira Pacsi a parlé du non-respect des droits culturels des femmes causé par l'exploitation minière.

- Projection du court métrage "Où sont tes plumes", co-réalisé par [Mélanie Lumsden](#) et [Widia Larivière](#) avec l'appui de l'équipe de la [Wapikoni mobile](#).

AUTRES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES

Le CISO a pu cette année encore profiter de la venue de militant.e.s engagé.e.s pour organiser des activités d'éducation du public. Le CISO a mis des efforts particuliers afin de se mobiliser avec d'autres groupes pour organiser des événements communs. Ces activités permettent de resserrer des liens de solidarité, d'appuyer des luttes spécifiques et d'aborder des questions d'actualité.

- En octobre 2017, le CISO a pu participer à la conférence internationale « Affronter le capital mondialisé: Renforcer l'internationalisme syndical au Canada aujourd'hui » à Hamilton.
- Le 25 octobre, le CISO a réalisé avec l'appui de Nicole de Sève une formation destinée aux membres du Comité québécois femmes et développement sur le droit international du travail et la défense des droits des travailleuses dans une économie mondialisée.



- Le 18 décembre dernier, le CISO a participé à l'organisation de la réunion de concertation des membres du Comité travail migrant du Front de défense des non syndiqués.
- Le CISO a participé à l'organisation d'une rencontre stratégique lors de la conférence « Impunité des minières au Mexique : la diplomatie canadienne au banc des accusés », notamment organisée par le CDHAL, le 6 février 2018. L'événement présentait notamment les démarches entreprises pour lutter contre l'impunité suite au meurtre, en 2009, de Mariano Abarca, défenseur des territoires contre les impacts sociaux et environnementaux des activités de la

minière canadienne Blackfire Exploration, au Chiapas. Ce fut l'occasion de réfléchir à l'enjeu extractiviste au Mexique et aux stratégies solidaires à mettre en œuvre collectivement en appui aux défenseurs des territoires et populations autochtones à titre d'organisations canadiennes.

- Le 18 février, le CISO a participé à l'atelier « Syndicats et solidarité internationale » du camp de formation annuel du réseau intersyndical « Lutte commune ».
- L'équipe a appuyé la tenue de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme » entre le 27 au 29 avril 2018. L'événement a réuni des femmes de plusieurs continents qui luttent pour la défense de la vie, de l'environnement, de l'eau et pour la protection de leurs modes de vie contre des grands projets industriels et extractivistes.
- Tout au long de l'année, le CISO a dédié plus d'énergie aux représentations auprès des membres syndicaux lors de leurs événements afin de faire notamment connaître la campagne « Les travailleuses domestiques ont des droits ».

PLAIDOYER

PÉTITIONS ET DÉCLARATIONS

Tout au long de l'année, le CISO a effectué une veille internet et a assuré la diffusion de pétitions en lien avec sa mission, notamment pour la libération et la protection de syndicalistes. Les attaques et la criminalisation des défenseurs des droits sociaux et du travail sont en constante augmentation, ceci nous amène davantage de sollicitations pour répondre à des demandes de solidarité souvent dans l'urgence pour protéger ces personnes. En 2018, le CISO s'est donné une procédure permettant d'agir plus rapidement. Il a aussi été impliqué dans la concertation des groupes autour de ces initiatives :

- Suite à l'Assemblée générale d'octobre 2017, le CISO a émis une déclaration de solidarité avec le Peuple catalan, en lutte pour son indépendance et sujet à une grande répression de la part du gouvernement espagnol.



Participation à l'action du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants à l'occasion du 1^{er} mai.

- En juillet 2017, le CISO, le CDHAL et plusieurs groupes syndicaux et de la société civile, en concertation avec des groupes de défense des droits mexicains (Centro Fray Vittoria, Mexico sin guerra), ont rédigé une déclaration pour dénoncer l'adoption possible de la loi sur la sécurité intérieure au Mexique, qui visait à légitimer l'intervention de l'armée dans la sécurité publique et minant son imputabilité. Trente-six organisations l'ont appuyée et des démarches de communication concertées ont été faites entre le Mexique et le Québec.
- En décembre 2017, la Loi sur la sécurité intérieure a été adoptée au Mexique. Au retour du stage, afin de dénoncer cette loi et ses impacts possiblement désastreux, le CISO a organisé, en partenariat avec le CDHAL et plusieurs de ses membres syndicaux, un rassemblement devant le Consulat mexicain. Une déclaration de solidarité a de plus été appuyée par 8 grandes organisations syndicales membres du CISO pour dénoncer la situation et a été utilisée par les syndicalistes mexicains pour faire pression sur le gouvernement mexicain.



- En collaboration avec la Fondation Salvador Allende, le CISO a dénoncé le 26 novembre la criminalisation des populations mapuches au Chili qui faisaient face à de graves répressions pour leur défense de leurs territoires en envoyant une lettre à la Présidente, Michelle Bachelet.
- En février, Le CISO a appuyé une déclaration d'appui aux démarches entreprises auprès du Commissaire à l'intégrité du secteur public canadien dénonçant la complicité de l'Ambassade canadienne lors de l'assassinat de Mariano Abarca, défenseur des droits humains et du territoire au Chiapas, Mexique (voir section précédente).
- En avril 2018, le CISO a piloté une déclaration publique dénonçant les violations de droit et du droit international commises par l'État d'Israël contre les civils de Gaza pendant la Marche du retour. Des milliers de civils ont alors été blessés, dont plusieurs à balles réelles et une soixantaine de personnes ont été tuées. Plusieurs membres et partenaires du CISO ont signé cette déclaration demandant au Canada de dénoncer ces crimes qui est parue le 11 avril dans le Huffington Post et le journal Le Soleil de Québec.
- À l'occasion du triste 5^e anniversaire de l'écroulement de l'édifice du Rana Plaza au Bangladesh, le 24 avril dernier, le CISO a appuyé une action lancée par le Syndicat des Métallos en allant déposer des lettres aux gérant.e.s de succursales de magasins Canadian Tire, l'Équipeur et Sport Expert pour demander le dévoilement des 67 usines qui les fournissent au Bangladesh.

Il est actuellement impossible d'avoir cette information qui est pourtant essentielle pour rendre les multinationales de l'industrie tex-

tile imputables pour leurs violations des droits humains. Cette action a été diffusée dans les réseaux sociaux du CISO.



ALLIANCES

Le CISO agit en alliance avec des partenaires partageant les mêmes objectifs de défense des droits des travailleuses et des travailleurs d'ici et du Sud mondialisé, et qui luttent pour la justice et la démocratie. La participation à ces organisations sera maintenue.

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Le CISO demeure un membre actif de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et y a délégué sa coordonnatrice au conseil d'administration pour la seconde année de son mandat. Le CISO a intensifié sa collaboration avec le Comité québécois femmes et développement (CQFD), suite au choix de la défense des droits des travailleuses comme thème annuel lors de son AGA. Le CQFD est un partenaire privilégié de la campagne pour la défense des droits des travailleuses domestiques.

Concertation pour Haïti (CPH)

La Concertation pour Haïti (CPH) coordonne des initiatives de solidarité avec Haïti dans un large réseau en vue de soutenir la promotion des droits humains et des libertés fondamentales en Haïti, du développement solidaire et de la sensibilisation du public. Le CISO a maintenu sa participation à la CPH. La coordonnatrice et Marie Marsolais, membre individuelle et militante du CISO, y sont déléguées.

Dans le cadre de la Semaine du développement international, la CPH a organisé une projection du

film « Citoyens de nulle part » de Nicolas-Alexandre Tremblay qui traite de la déportation des Dominicains d'origine haïtienne de la République dominicaine.

Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits

La coordonnatrice siège au conseil d'administration de la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits. Cette fondation appuie régulièrement des activités d'éducation aux droits réalisées par le CISO.

Ligue des droits et libertés

Le CISO est membre de la Ligue, participe à ses activités et contribue à leur diffusion.

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Bien que le CISO ne soit pas un membre régulier du Réseau, il a participé cette année à la réflexion sur les mobilisations continentales autour de la renégociation de l'ALENA notamment en ce qui concerne les enjeux au Mexique afin d'alimenter la préparation du stage de décembre 2017 dans ce pays.



Comité travail migrant du Front de défense des non-syndiqués

Le CISO participe activement aux activités du Comité et appuie l'organisation de ses événements. Une collaboration plus étroite a vu le jour cette année en lien avec la campagne « Les travailleuses domestiques ont des droits ».

COMMUNICATIONS

L'information et la communication par le biais des médias sociaux ont pris une plus grande ampleur ces dernières années, notamment grâce à la collaboration assidue de plusieurs bénévoles et des stagiaires. Il est également important de souligner la bonne présence médiatique que le CISO a réussi à maintenir tout au long de l'année 2017-2018.

Facebook

Cette année, la page Facebook du CISO a atteint un nombre de 2 240 mentions j'aime à partir des 2100 de l'an dernier. Le CISO diffuse très régulièrement des informations sur l'actualité et ses événements sur sa page.

Site internet

Les nouvelles du CISO, les actualités, les actions urgentes, l'agenda et les nouvelles en direct d'Haïti, sont les rubriques du site qui sont actualisées régulièrement.

On compte au moins 4700 pour le site au courant de l'année dernière, comme le CISO a fait un usage plus grand des médias sociaux.

Bulletin électronique

Il y a présentement 1 439 personnes abonnées au bulletin du CISO, en comparaison avec 1 379 en 2016-2017.

Twitter

Le compte Twitter du CISO compte maintenant 2130 abonné.e.s, soit 211 de plus que l'an dernier.

Présence dans les médias

Cette année encore, le CISO a bénéficié d'un grand rayonnement dans les médias québécois mais aussi internationaux. En plus des nombreuses parutions dans les publications de nos membres, mentionnons les publications suivantes :

- L'ALENA doit permettre le respect des droits de la personne et favoriser la hausse des salaires, *Le Devoir*, 9 octobre 2017;

- Les activités troublantes des minières canadiennes au Mexique, *Le Devoir*, 21 octobre 2017;
- Manifestation devant le consulat général du Mexique à Montréal, *Le Lézard*, 14 décembre 2017;
- Manifiestan en Canadá contra Ley mexicana de Seguridad Interior, *Radio Canada International*, 19 décembre 2017;
- Pourquoi les Canadiens devraient-ils s'intéresser au Mexique cet hiver? La réponse n'est pas « ses plages»!, *Radio Canada International*, 3 janvier 2018;
- Des syndicalistes en mission au Mexique, *Le monde ouvrier*, janvier-février 2018;
- Reconnaître le travail domestique, *Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec*, 4 mars 2018;
- Reconnaître le travail domestique, *Le Soleil*, 4 mars 2018;
- Les travailleuses domestiques ont aussi des droits, *Le Droit*, 4 mars 2018;
- Les travailleuses domestiques ont des droits!, *L'aut'journal*, 6 mars 2018;
- Les travailleuses domestiques ont des droits!, *Bulletin NouvElles en condition féminine- FTQ*, Hiver 2018;
- Le Canada doit condamner les crimes d'Israël, *Le Soleil*, 14 avril 2018.
- Le Canada doit condamner les crimes d'Israël, *Le Huffington Post*, 14 avril 2018.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CISO est un lieu de convergence de l'action syndicale en matière de solidarité internationale. Il joue un rôle de levier pour l'appui à des organisations et à des projets et des initiatives communes sur une base intersyndicale. Au cours de l'année 2017- 2018, le CISO a mis en œuvre des activités de solidarité internationale au Burkina Faso et en Haïti et a planifié une nouvelle activité de coopération solidaire au Mexique.

Rencontre trinationale au Mexique en mai 2017

Grâce à un appui du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), la coordonnatrice s'est jointe à la délégation québécoise et a participé à la rencontre trinationale des mouvements sociaux sur l'ALENA au Mexique en mai 2017.

Ce fut l'occasion de rencontrer plusieurs groupes syndicaux et de défense des droits humains mexicains et américains, mais aussi de prendre position collectivement entre les délégations du Canada, du Québec, des États-Unis et du Mexique contre le modèle actuel de libre-échange et pour une solution alternative, basée sur le respect de la souveraineté des peuples et des droits humains. Le CISO a ainsi participé à l'organisation et à la facilitation de l'événement. Les groupes en ont appelé à la relance d'une coalition plus permanente de solidarité entre les mouvements sociaux des trois pays autour de l'ALENA, mais aussi à plus long terme.

Projet d'appui à l'organisation de l'économie informelle au Burkina Faso



Le projet «Coordination Intersectorielle Burkinabé pour L'Emploi – CIBLE travail décent» est mis en œuvre en collaboration avec une coalition d'organisations de la société civile burkinabées avec l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF).

Les objectifs du projet, démarré en novembre 2016 pour une durée de trois ans, sont les suivants :

- 1) Améliorer les capacités des organisations syndicales et associations féminines burkinabé de travailler conjointement pour défendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle et pour assurer leur représentation effective ;
- 2) Permettre un accès accru des travailleuses et jeunes travailleurs de l'économie informelle à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso aux ressources d'appui à leurs activités économiques et à la dé-

fense de leurs droits grâce à des mécanismes collectifs.

Plus spécifiquement les activités de ce projet consistent à :

- Consolider la concertation entre groupes syndicaux des secteurs impliqués et la coordination nationale de la Marche mondiale des femmes ;
- Créer deux centres de référence pour les travailleuses et les travailleurs, l'un à Ouagadougou et l'autre à Bobo-Dioulasso ;
- Offrir des formations sur les droits syndicaux, sur l'économie sociale et l'amélioration des pratiques des travailleuses et des travailleurs de l'économie informelle, notamment en matière de santé et sécurité ;
- Réaliser des activités de plaidoyer participatives au sein des organisations syndicales et auprès du gouvernement afin d'assurer une reconnaissance de l'économie informelle et de ses travailleuses et travailleurs dans leurs politiques et pratiques, favorisant en particulier l'implication des femmes ;
- Appuyer le développement de structures collectives d'entraide, comme par exemple des mutuelles.



Le projet répond à des besoins importants et ses résultats commencent à être tangibles. Le centre de Ouagadougou est de plus en plus fréquenté, la mobilisation est forte et les organisations syndicales partenaires rapportent notamment une « explosion » du nombre d'adhésions individuelles de travailleuses et travailleurs de l'économie informelle.

Le projet est actuellement à mi-parcours et le CISO devra entreprendre des démarches pour solliciter ses membres afin de compléter le financement requis. La contrepartie financière exigée par le bailleur de fonds (MRIF) est de 38 182\$, dont il nous reste 17 350\$ à recueillir d'ici la fin octobre 2019.

Soirée solidaire en appui aux activités de l'ICKL en Haïti



Partenaire de longue date du CISO, l'Institut culturel Karl Lévêque (ICKL) travaille au renforcement des mouvements paysans et populaires haïtiens dans un contexte très difficile. Le 13 avril 2018, profitant du passage à Montréal de deux représentants de l'ICKL, le CISO a organisé, conjointement avec la Concertation pour Haïti (CPH), une mini-soirée bénéfique qui a réuni une quarantaine de personnes dans les locaux du Sant N A Rivé, rue St-Denis à Montréal.

Pendant cette soirée agréable et conviviale, les personnes participantes ont pu déguster un délicieux repas haïtien tout en échangeant avec Marc-Arthur Fils-Aimé et Muller Pierre-Louis sur la conjoncture actuelle en Haïti. Malgré son envelopure très modeste, cette activité nous a permis de remettre 1250\$ à l'équipe de l'ICKL.

Université populaire en Haïti

Il s'agit d'une activité de formation et de renforcement des cadres des mouvements populaires et paysans haïtiens, organisée conjointement par le Programme Alternatif de Justice (PAJ), l'Institut de Technologie et d'Animation (ITECA), la Platefòm Ayisyen Playdoye pou yon Devlopman Altènatif (PAPDA), la Sosyete Ayisyen Kominikasyon Sosyal (SAKS), Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA) et l'Institut Culturel Karl Levêque (ICKL) qui a lieu chaque année au cours de l'été.

L'édition 2017 de l'Université populaire avait lieu du 9 au 20 juillet et a réuni 80 participant.e.s sur le thème de l'économie sociale et solidaire. Elle visait les objectifs suivants :

Objectifs généraux

- Aider les cadres des organisations populaires à questionner le mouvement social à travers son histoire pour mieux se l'approprier
- Sceller les liens entre l'économie sociale et solidaire et le mouvement social pour limiter les risques de déviation de l'une et de l'autre.

Objectifs spécifiques

- Intégrer 80 nouveaux membres des organisations que encadrées par les groupes pour renforcer leur structure et améliorer leur situation socio-économique et celle de leur localité.
- Encourager à ne pas séparer de manière mécanique les membres investis dans les activités de mobilisation sociale de ceux qui s'occupent de l'économie sociale et solidaire.

L'appui financier des organisations membres du CISO (5000\$) a notamment permis d'engager un dialogue entre organisations paysannes et organisations syndicales haïtiennes. Cette année pour la première fois, des représentant.e.s de Batay Ouvriyè, de la Centrale nationale des ouvriers haïtiens et du Syndicat des employés de l'ONI (secteur public) ont participé à l'Université populaire ; le bilan qu'en tire l'ICKL est très positif et il est prévu de poursuivre et d'élargir ces échanges dans les années à venir.

Proposition de projet d'appui à l'organisation des *pepenadores* (travailleuses et travailleurs du recyclage informel) au Mexique



Le Frente Auténtico del Trabajo (FAT), une organisation syndicale indépendante du Mexique partenaire historique du CISO, travaille présentement avec cinq regroupements de « *pepenadores* », soit des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle qui récupèrent le plastique, le carton, les métaux ferreux et non-ferreux, le verre, les os et d'autres matières recyclables dans les dépotoirs ou autres sources d'ordures pour les revendre à des intermédiaires.

Environ 4 millions de personnes gagnent leur vie comme « *pepenadores* » au Mexique. Ces travailleuses et travailleurs ont des conditions de vie et de travail particulièrement précaires : ils/elles vivent souvent sur les lieux même de leur travail (donc dans les dépotoirs), ne jouissent d'aucune protection sociale, sont exposé-e-s à des contaminants de toutes sortes, courent un grand risque d'accidents, etc. Ils/elles subissent en outre la discrimination et de multiples formes d'exploitation : intermédiaires de la chaîne de valeur du recyclage, « *caciques* » plus ou moins mafieux qui contrôlent l'accès à certains dépotoirs, syndicats « *charros* » (jaunes), etc. De façon croissante, leur moyen de subsistance est également menacé par la privatisation du traitement des ordures, particulièrement dans les grandes municipalités.

Depuis quelques années, le FAT développe un travail d'organisation de ces *pepenadores* dans trois états du Mexique : à Chihuahua (Ciudad Jiménez), Durango (Gomez Palacio) et Guanajuato (Silao de la Victoria, Dolores Hidalgo et San Luis de la Paz).

Début avril 2018, dans le cadre d'un appel de propositions du ministère des Relations internationales et de la francophone (MRIF), le CISO a

déposé une proposition de projet d'appui au FAT et à l'*Unión de Trabajadores de Desechos Sólidos Industriales « Lázaro Cárdenas del Río »*, visant à :

- renforcer les cinq regroupements existants de *pepenadores* à Durango, Chihuahua et Guanajuato, et en particulier les femmes de ces regroupements, au moyen d'activités d'organisation, de formation et de développement des capacités ;
- contribuer à l'amélioration de leurs revenus et de leurs conditions de vie et de travail en préparant la mise en place, à Guanajuato, d'une coopérative qui permettrait de traiter les déchets (ex : tri et broyage de résidus plastiques) et d'en obtenir ainsi un meilleur prix ;
- Renforcer la structure nationale qui fédère les cinq regroupements (*l'Unión*), ce qui permettrait éventuellement d'élargir le travail de défense des droits et d'organisation des *pepenadores* dans d'autres régions.

La proposition présentée au MRIF a un budget total de 40 000\$ pour une durée de deux ans, dont 10 000\$ devront provenir du CISO. Nous avons déjà recueilli une somme de 5 000\$ par le biais du stage au Mexique de décembre 2017 (contribution solidaire des organisations participantes) ; si la proposition est approuvée par le MRIF, nous prévoyons organiser des activités de financement pour recueillir le reste de la somme requise.

COALITION QUÉBÉCOISE CONTRE LES ATELIERS DE MISÈRE (CQCAM)



La Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) est une table de concertation coordonnée par le Centre international de solidarité internationale. Après 10 ans de pressions collectives, cette coalition a contribué à un changement important pour l'obtention d'un service d'ombudsman indépendant et pour une commission de surveillance pour le secteur de l'extraction et du textile au fédéral qui seront mis en place au cours des prochains mois.

Recherche et planification de l'an 2 de la campagne sur l'esclavage moderne

Grâce à la contribution d'Hugo Romero, agent d'éducation au CISO, la CQCAM a pu poursuivre ses démarches en vue de la réalisation de l'an 2 de la campagne sur l'esclavage moderne, qui cible le secteur de l'électronique et celui de l'agriculture. Il a recherché les exemples les plus pertinents pour sensibiliser la population dans ces secteurs et a élaboré une ébauche de plan d'action pour l'année 2017-2018 autour de la ratification du Protocole sur le travail forcé. L'objectif intrinsèque de la campagne demeure de contribuer à la défense des droits des travailleuses en situation de travail forcé et ici, d'assurer une meilleure imputabilité des compagnies transnationales à l'étranger. Plusieurs exemples de mobilisations locales ou internationales seront présentés.

INFRASTRUCTURE

Contribution des membres

En 2017-2018, nous sommes heureux de souligner que l'objectif de contribution des membres a été dépassé pour atteindre 95 535\$, comparativement à 94 090\$ obtenus pour l'année 2016-2017.

Financement du MRIF

Des demandes de financement ont été rédigées et présentées à différents bailleurs de fonds :

- Une demande a été présentée au Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale (PÉCM) pour la période de 2017 à 2020. Une subvention de 45 000\$ par année nous a été accordée pour cette période.
- Le CISO bénéficiera jusqu'à 2018-2019 du Programme québécois de développement international (PQDI) pour mettre en œuvre le projet CIBLE-Travail décent au Burkina Faso avec les partenaires syndicaux et de la société civile burkinabé.
- Le CISO a rédigé une demande de financement de 40 000\$ sur deux ans au MRIF dans le cadre du PQDI pour un projet d'organisation des recycleurs de déchets (*Pepeadores*) au Mexique en collaboration avec son partenaire historique, le Front authentique du travail (FAT). La réponse sera donnée en juin 2018.

nation de la campagne « Les travailleuses domestiques ont des droits » a par ailleurs été plus actif.

ÉQUIPE DU CISO

Amélie Nguyen est la coordonnatrice du CISO.

Durant 6 mois, le CISO a pu compter sur l'apport d'Hugo Romero, à titre d'agent d'éducation. Il a contribué à la réalisation de plusieurs actions du volet Éducation autour de la campagne de lutte contre l'esclavage moderne.

Jeannette Thiffault, consultante en gestion financière, a effectué la comptabilité et les suivis budgétaires mensuellement.



Une quarantaine de personnes ont supporté bénévolement le CISO dans la réalisation de son plan d'action. Le conseil d'administration tient à souligner l'apport constant de Nicole de Sève au volet Éducation et de Marie Paradis, qui appuie la réalisation des activités du volet Solidarité et coopération internationales.

COMITÉ ÉDUCATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité Éducation, en 2017-2018 :

- Nicole de Sève, CISO
- Mathilde Rajotte, FIQ
- Denise Gagnon, FTQ
- Amélie Nguyen, CISO
- Marie-Josée Rousse, CSQ
- Iannick Gentes, FNEEQ-CSN

Dû à des changements de personnel au sein des organisations membres, le comité n'a été remis sur pied qu'en fin d'année. Le comité de coordi-

COMITÉ COOPÉRATION

Les personnes suivantes étaient membres du comité coopération en 2016-2017 :

- Amélie Nguyen, CISO
- Luc Allaire, CSQ
- Denise Gagnon, FTQ
- Jean Murdock, FNEEQ-CSN
- Shirley Dorismond, FIQ